

L'économie de La Réunion en 2011 Le manque de confiance pèse sur l'activité

L'économie réunionnaise peine depuis la crise à retrouver des relais de croissance efficaces. Le manque de lisibilité sur les perspectives économiques locales et les tensions entourant la crise de la dette en Europe pèsent sur la confiance des acteurs économiques. Après une orientation favorable au premier trimestre 2011, la situation conjoncturelle locale ne cesse de se contracter sur le reste de l'année, à l'image de la situation nationale.

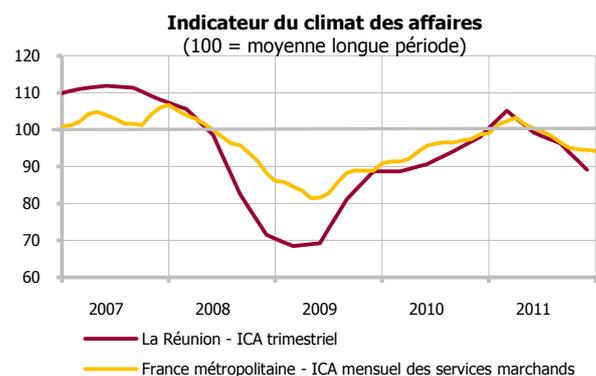
L'investissement privé ne redémarre pas, tandis que le logement social et la commande publique restent dynamiques. La consommation des ménages demeure bien orientée sur l'année.

A l'échelle sectorielle, les évolutions sont contrastées. Les secteurs des industries agro-alimentaires, de l'agriculture et du tourisme ont bénéficié d'un certain regain d'activité. Le constat est plus mitigé dans les industries manufacturières, tandis que le courant d'affaires est mal orienté dans le commerce et les services marchands. Le secteur du BTP reste fragile même si la relance de la construction de logements sociaux a permis de maintenir l'activité. Le marché du travail continue de se dégrader mais à rythme moins prononcé que les années précédentes.

Dans ce contexte, l'activité de financement de l'économie par le système bancaire local est restée relativement peu dynamique en 2011, comme la collecte d'épargne. Le risque de crédit porté par les établissements de crédit se stabilise, après avoir très fortement progressé depuis 2009.

L'ACTIVITÉ RESTE CONTENUE DANS UN CONTEXTE DIFFICILE

Dégradation du climat des affaires



Source : Enquêtes de conjoncture IEDOM, Banque de France

Dans la continuité du redressement progressif observé depuis mi-2009, l'indicateur du climat des affaires (ICA) augmente au premier trimestre 2011, avant de se contracter sur le reste de l'année. Il se situe à 10,8 points au dessous de sa moyenne de longue période au dernier trimestre. Cette dégradation du climat conjoncturel suit la même tendance que celle observée en France métropolitaine. Ainsi, les indices du climat des affaires calculés par la Banque de France se contractent sensiblement depuis la fin du deuxième trimestre 2011.

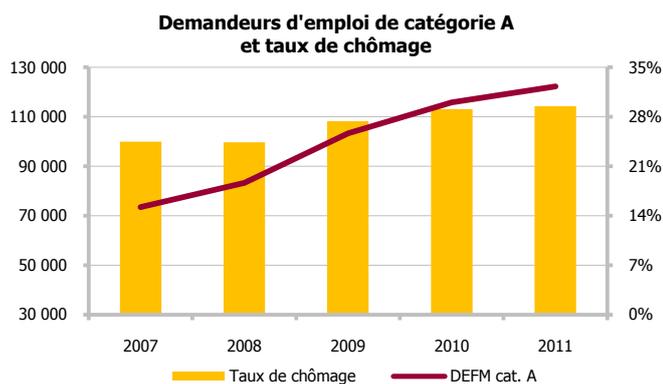
Hausse des prix tirée par l'alimentation, l'énergie et les services

L'indice des prix à la consommation augmente de 2,1 % sur un an à fin décembre 2011, contre + 2,5 % en 2010. Après une accélération en début d'année, cette progression ralentit au second semestre. Cette croissance s'explique par les hausses des prix de l'alimentation, notamment des produits frais (+ 8,5 %), des services et de l'énergie. Ceux-ci progressent de 11,7 %, suite aux tensions enregistrées sur les marchés pétroliers.



Source : Insee

La détérioration du marché du travail ralentit



Source: Pôle emploi - Dares, Insee - Enquête Emploi

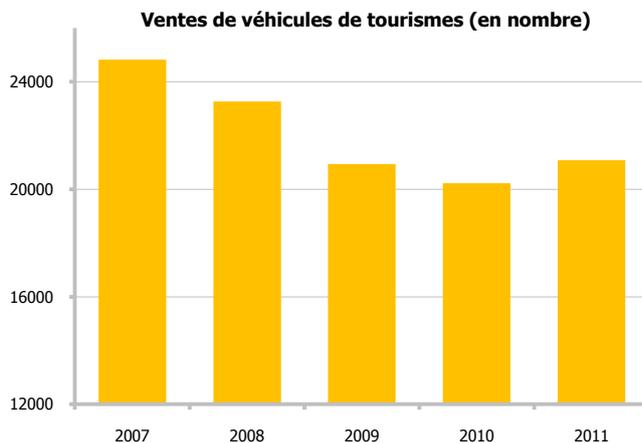
Avec une augmentation de 5,5 % sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) continue de croître en 2011, pour la quatrième année consécutive. Néanmoins, cette progression ralentit par rapport aux années précédentes (+ 12,1 % en 2010 et + 24,1 % en 2009). Les difficultés de retour à l'emploi persistent et le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée continue de progresser fortement (+ 15,5 %). Bon nombre d'entre eux ont épuisé leurs droits à indemnisation, et le nombre d'allocataires de Pôle Emploi reste stable depuis 2009 malgré l'augmentation du nombre de demandeurs d'emplois. Parallèlement, le nombre de bénéficiaires du RSA augmente. A fin décembre, plus du tiers des demandeurs d'emploi en bénéficie. L'offre d'emploi reste stable, mais la part des offres d'emplois durables diminue, passant de 39,2 % en 2010 à 36,1 % en 2011.

Selon l'enquête annuelle sur l'emploi réalisée par l'Insee, le taux de chômage à La Réunion atteint 29,5 % de la population active au deuxième trimestre 2011. Il se maintient à un niveau élevé par rapport à 2010. Cependant, malgré cette aggravation du chômage, le nombre d'actifs occupés progresse de 0,6 %. De même, l'emploi marchand augmente de 3,9 % au troisième trimestre 2011, en glissement annuel.

La consommation reste bien orientée

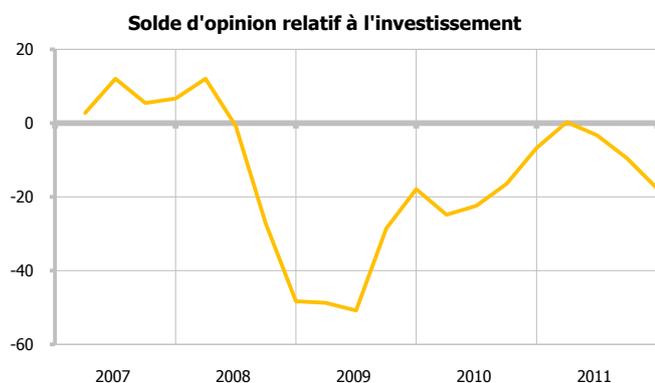
La consommation courante des ménages continue à progresser. L'activité de production locale de produits agroalimentaires progresse sur l'ensemble de l'année, hormis au deuxième trimestre, selon l'enquête de conjoncture de l'IEDOM. Les importations de produits agroalimentaires et celles de produits courants augmentent, respectivement de 10,0 % et 3,4 %. Parallèlement, la consommation de biens d'équipement du foyer s'inscrit elle aussi en progression, avec des importations en progression de 6,0 %. Les ventes de véhicules de tourisme repartent à la hausse en 2011 (+ 4,2 %), après trois années de baisses consécutives.

L'activité du secteur du commerce est pourtant restée mal orientée, selon les professionnels interrogés. L'encours de crédit à la consommation baisse de 1,7 %, en raison de l'arrivée à échéance de nombreux crédits contractés surtout avant la crise.



Source : Insee, Fichier central des automobiles

Incertitude et prudence affectent l'investissement



Source : Iedom, enquête de conjoncture

Le manque de lisibilité sur les perspectives économiques pèse sur le moral des entrepreneurs. Dans ce contexte, leurs intentions d'investir se dégradent tout au long de l'année. Les ventes de véhicules utilitaires et les importations en biens d'équipement progressent malgré tout, témoignant d'un renouvellement progressif des outils de production. Les encours de crédits à l'investissement des entreprises corroborent cette tendance, en progressant de 4,2 % à fin décembre, alors qu'ils diminuaient depuis deux ans.

L'investissement immobilier privé reste faible, ce qui se traduit par un ralentissement des encours de crédits à l'habitat des entreprises et des ménages. A l'inverse, l'investissement public est relativement bien orienté. Le logement social et la

commande publique, à travers les chantiers du pôle sanitaire Est et la construction ou la rénovation de nouvelles stations d'épuration, restent dynamiques.

Les échanges avec l'extérieur continuent à progresser

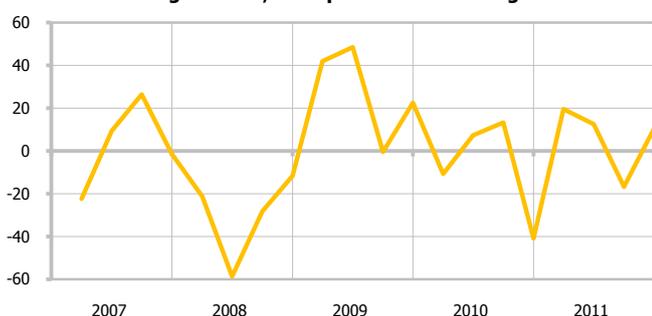
Les importations progressent de 12,0 % sur un an. Un tiers de cette progression s'explique par une poursuite du renouvellement de la flotte d'Air Austral, qui a fait l'acquisition de deux avions de type "long-courrier". Les importations de produits pétroliers contribuent, elles aussi, fortement à cette hausse, sous l'effet de l'augmentation des prix mondiaux du pétrole. Ainsi, elles progressent de 30,2 % en valeur et seulement de 3,3 % en volume. En dehors de ces deux secteurs, les importations progressent de 4,7 % par rapport à 2010. Parallèlement, les recettes d'octroi de mer augmentent de 8,9 %.

Les exportations enregistrent une hausse de 3,5 %. La forte hausse des exportations de déchets et de produits métallurgiques et métalliques est compensée par la baisse des ré-exportations de matériels de transports et de produits pétroliers. Par ailleurs, les exportations de produits des industries agroalimentaires sont stables, mais cette stabilité recouvre de fortes disparités selon les produits : les exportations de produits sucriers baissent de 14,9 % (après avoir progressé de 10,4 % en 2010) mais les exportations de rhum et de légumineuses progressent nettement.

LES ÉVOLUTIONS SONT CONTRASTÉES A L'ÉCHELLE SECTORIELLE

Activité bien orientée dans l'agriculture

Solde d'opinions relatif à l'activité du secteur de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage



Source : Iedom, enquête de conjoncture

Le courant d'affaires du secteur « Agriculture, élevage et pêche » est favorablement orienté, selon l'opinion des chefs d'entreprises. L'activité d'abattage progresse de 2,9 %, notamment les abattages de volailles (+ 4,4 %). La collecte de lait se stabilise, après cinq années consécutives de baisse liée à la diminution du nombre d'exploitations laitières. Les exportations de produits de la pêche progressent de 13,3 %, malgré une baisse de 10,3 % des volumes. La campagne sucrière 2011 reste stable par rapport à celle de 2010, en dépit de la sécheresse enregistrée en début d'année ; les volumes de cannes traitées par les deux usines de l'île augmentent de 0,5 %.

Évolution favorable des industries agroalimentaires

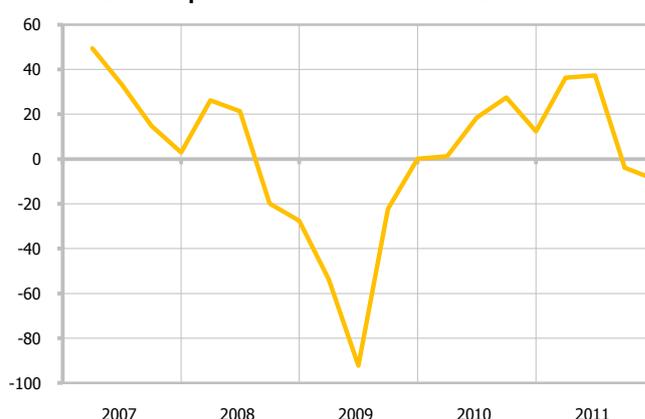
L'activité du secteur des industries agroalimentaires est globalement bien orientée, en dépit d'une forte contraction de l'opinion des chefs d'entreprise du secteur au deuxième trimestre. La production sucrière s'inscrit en légère hausse (+ 0,6 %) et reste supérieure à la moyenne décennale. Parallèlement, la production de rhum progresse de 15,9 %, après avoir nettement baissé en 2010.

Maintien de l'activité du BTP

Selon l'enquête de conjoncture, l'activité du BTP se dégrade sur la seconde partie de l'année, après un premier semestre 2011 dans la continuité de 2010. Sur l'ensemble de l'année, les estimations du chiffre d'affaires de la Cellule économique du BTP montrent une légère progression de l'activité du secteur sur un an, corroborée par la hausse de 1,7 % des effectifs.

La filière construction bénéficie du dispositif de défiscalisation du logement social introduit par la Lodeom, qui vient s'ajouter au socle de financement existant. Le nombre de logements aidés financés progresse ainsi de 10,3 % en 2011. Le nombre de logements livrés augmente de 24,0 %, poursuivant les bons résultats observés en 2010 (+ 16,0 %). Conséquence de cette hausse, les attestations de conformité électrique délivrées par le Consuel s'accroissent de 3,5 %, après trois années de baisses consécutives. En revanche, les importations de ciment et de clinker baissent de 9,0 %, après une année 2010 de reconstitution des stocks.

Solde d'opinions relatif à l'activité du secteur du BTP

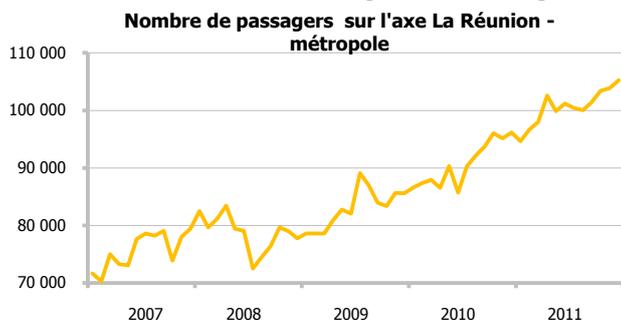


Source : Iedom, enquête de conjoncture

Ralentissement des activités de service en fin d'année

Après une orientation favorable au premier trimestre, l'activité du secteur des services marchands ralentit dans un deuxième temps, avant de se contracter en fin d'année, selon les résultats de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM. Toutefois, l'emploi marchand du secteur augmente de 6,0 % au troisième trimestre 2011 en glissement annuel, et même de 10,7 % dans l'hôtellerie-restauration.

L'activité touristique reste dynamique



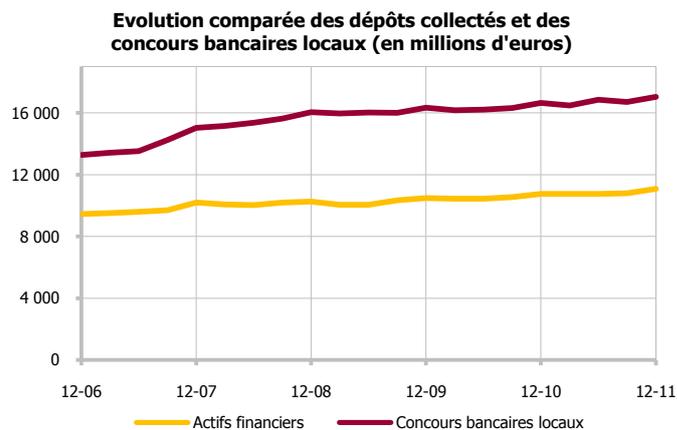
Source : Aéroports de Gillot et de Pierrefonds - CVS, Ideom

L'activité touristique poursuit sa tendance haussière. Les chefs d'entreprise font état d'une activité en hausse depuis le deuxième trimestre 2010. La fréquentation des hôtels corrobore ce dynamisme, avec une progression continue depuis septembre 2010. A fin novembre, le nombre de nuitées cumulées augmente de 10,0 % par rapport à la même période l'année précédente. Parallèlement, le nombre de passagers entre le département et la métropole s'inscrit en hausse (+ 11,0 %). L'emploi marchand du secteur augmente de 10,7 % au troisième trimestre sur un an.

L'ACTIVITÉ FINANCIÈRE DEMEURE PEU DYNAMIQUE

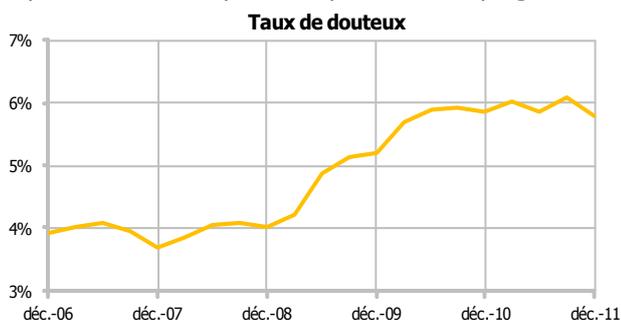
L'année 2011 a été marquée au plan européen par l'aggravation de la crise économique, en liaison avec les inquiétudes persistantes sur le niveau d'endettement public des États membres. Si les dégradations de notations successives de certains États et le renchérissement des taux d'emprunt qui en ont résulté n'ont pas directement impacté le système financier local, ces événements ont néanmoins pesé sur les marchés financiers et l'évolution des actifs financiers détenus par les Réunionnais qui ont privilégié les placements les plus liquides. Les difficultés rencontrées par Dexia ont par ailleurs perturbé le financement des collectivités locales.

L'épargne collectée par le système bancaire réunionnais reste stable au cours des trois premiers trimestres de l'année, avant de progresser au quatrième trimestre (+ 3,0 % en glissement annuel en fin d'année). La collecte nette d'épargne demeure relativement stable, aux alentours de 300 millions d'euros par an, soit un rythme très inférieur à celui enregistré avant la crise financière de 2007, où elle atteignait de l'ordre de 800 M€ en moyenne par an. Les poids relatifs des dépôts à vue et des placements liquides ont tendance à se redresser depuis le début de l'année 2011, au détriment de l'épargne à long terme, qui décroît légèrement.



Source : Iedom, Surfii

L'année 2011 enregistre parallèlement une croissance limitée des crédits consentis, dont l'encours brut total s'élève à 17 milliards d'euros à fin décembre (+ 2,3 % sur un an). Les financements consentis aux ménages bénéficient d'une hausse des crédits immobiliers (+ 4,0 % sur un an), mais pâtissent toujours du repli des crédits à la consommation (- 1,7 %). Les financements aux entreprises s'inscrivent pour leur part en faible progression sur un an (+ 1,8 %), que ce soit en faveur de l'exploitation (+ 2,4 %), de l'immobilier (+ 2,4 %) ou de l'investissement (+ 1,0 %).



Source : Iedom, Surfii

La hausse du risque de crédit supporté par le système bancaire local a sensiblement ralenti en 2011, après avoir très fortement progressé en 2009, et dans une moindre mesure, en 2010. Les créances douteuses brutes portées par les établissements de crédit s'inscrivent ainsi en hausse de 1,7 % sur un an en 2011 pour atteindre 988 millions d'euros. Celles-ci représentent une proportion de 5,8 % des crédits consentis à fin décembre 2011, inchangée par rapport à l'année précédente.

LES PERSPECTIVES RESTENT MITIGÉES

La Réunion renoue difficilement avec la croissance en raison des incertitudes que soulèvent les tensions entourant la crise de la zone euro. Dans ce contexte difficile, certains indicateurs restent malgré tout bien orientés. Le logement social et la commande publique ont permis un maintien de l'activité du secteur du BTP, durement touché ces dernières années par la fin de grands travaux et la contraction de la construction de logements privés. La consommation des ménages résiste et soutient l'activité.

Néanmoins, le département tarde à trouver de nouveaux moteurs pour asseoir sa croissance. De grands chantiers, tels que le Pôle Océan et la route du littoral, devraient permettre d'accélérer la sortie de crise du secteur du BTP et des secteurs liés, mais pas avant début 2013. Les efforts entrepris vers l'ouverture régionale et l'innovation doivent être maintenus, voir accrus afin que le département puisse faire face à l'après protocole de Matignon.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : A. BELLAMY-BROWN

Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achevé d'imprimer : 13 mars 2012 – Dépôt légal : mars 2012 – ISSN 1952-9619